



**SYNDICAT DE L'ORGE**

**D'OUVERTURE DE LA PROCEDURE D'ENQUETE PUBLIQUE CONCERNANT LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES ET DES EAUX USEES SUR LA COMMUNE D'ANGERVILLIERS, DEFINISSANT SON ORGANISATION ET SES REGLES**

**LANCANT LA PROCEDURE D'ENQUETE PUBLIQUE ET DEFINISSANT SON ORGANISATION ET SES REGLES**

**VU** La loi n°83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

**VU** Le Code de l'Environnement ;

**VU** Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** La délibération du conseil syndical en date du 13/05/2025 décidant la mise à l'enquête du dossier de zonage d'assainissement des eaux pluviales et des eaux usées ;

**VU** Les pièces du dossier soumis à l'enquête publique sur le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales et des eaux usées ;

**VU** La lettre de monsieur le Président du Tribunal Administratif de Versailles désignant Madame MIGLIORI Agnès en qualité de commissaire enquêtrice ;

**CONSIDERANT** que l'enquête publique concerne le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales et des eaux usées sur la commune d'Angervilliers ;

**VU** La loi n°83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

**VU** Le Code de l'Environnement ;

**VU** Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** La délibération du conseil syndical en date du 13/05/2025 décidant la mise à l'enquête du dossier de zonage d'assainissement des eaux pluviales et des eaux usées ;

**VU** Les pièces du dossier soumis à l'enquête publique sur le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales et des eaux usées ;

**VU** La lettre de monsieur le Président du Tribunal Administratif de Versailles désignant Madame MIGLIORI Agnès en qualité de commissaire enquêtrice ;

**ARRÊTE**

**Article 1 :** Il sera procédé à une enquête publique sur le zonage d'assainissement des eaux pluviales et des eaux usées de la commune d'Angervilliers.

**Article 2 :** L'enquête aura lieu à la mairie d'Angervilliers, elle sera ouverte le 18/05/2026.

Madame MIGLIORI Agnès est désignée en qualité de commissaire enquêtrice.

**Article 3 :** L'enquête aura une durée de 24 jours, pleins et consécutifs du 18/05/2026 9h30 au 10/06/2026 12h inclusivement.

**Article 4 :** Les pièces du dossier seront tenues à la disposition des intéressées, en mairie d'Angervilliers pendant toute cette période, aux jours habituels d'ouverture de la mairie, soit les lundis de 16 h à 18 h, les mercredis de 9h à 12h, les vendredis de 14h à 16h et les samedis de 9h à 12h.

**Article 5 :** Un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera ouvert par le président du Syndicat de l'Orge le 11/05/2026 et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête. Les intéressés pourront y consigner leurs observations. Ils pourront aussi les adresser par écrit en mairie d'Angervilliers au commissaire enquêteur ou par l'adresse mail [enquetes-publiques@syndicatdelorge.fr](mailto:enquetes-publiques@syndicatdelorge.fr) dédiée.

Celui-ci les visera et les annexera au registre d'enquête.

**Article 6 :** Un avis d'enquête sera publié en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux (Le Parisien et Le Républicain) diffusés dans le département, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé de même dans les huit premiers jours de celle-ci.

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête, le même avis sera affiché en mairie dans l'emplacement réservé pour les communications officielles.

**Article 7 :** Le mardi 18 mai de 9h30 à 12h, le jeudi 28 mai de 14h à 16h, le lundi 1<sup>er</sup> juin de 16h30 à 18h30 et le mercredi 10 juin de 9h30 à 12h, la commissaire enquêtrice recevra à la mairie d'Angervilliers les déclarations des habitants et intéressés.

**Article 8 :** L'enquête sera également disponible sur le site internet du Syndicat de l'Orge (<https://syndicatdelorge.fr/actualites/>) et les déclarations des habitants et intéressés recueillies par l'adresse mail : [enquetes-publiques@syndicatdelorge.fr](mailto:enquetes-publiques@syndicatdelorge.fr). Ils seront ensuite transférés à la commissaire enquêtrice pour inscription dans le registre.

**Article 9 :** A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire enquêteur. Celui-ci examinera les observations consignées ou annexées au registre.

Il établira ensuite son rapport sur le déroulement de l'enquête et rédigera des conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou défavorables et transmettra l'ensemble de ces pièces au président du Syndicat de l'Orge dans le délai d'un mois à compter de la fin de l'enquête.

Le président du Syndicat de l'Orge communiquera copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur au préfet et au Président du Tribunal Administratif.


Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie.

**Article 10 :** Des copies du présent arrêté seront adressées à :

- monsieur le Préfet ;
- monsieur le Sous Préfet de Palaiseau ;
- monsieur le Président du Tribunal Administratif de Versailles ;
- madame la commissaire enquêtrice.

Fait à Viry-chatillon, le 27 avril 2026.

Le Président,

  
François CHOLLEY  
SYNDICAT DE L'ORGE